

**FICHE INDIVIDUELLE A DESTINATION DES SERVICES D'EAU
PARTICIPANT A L'ETUDE CEP
DONNEES 2011**



Nom de la collectivité : Notre Dame de Mésage

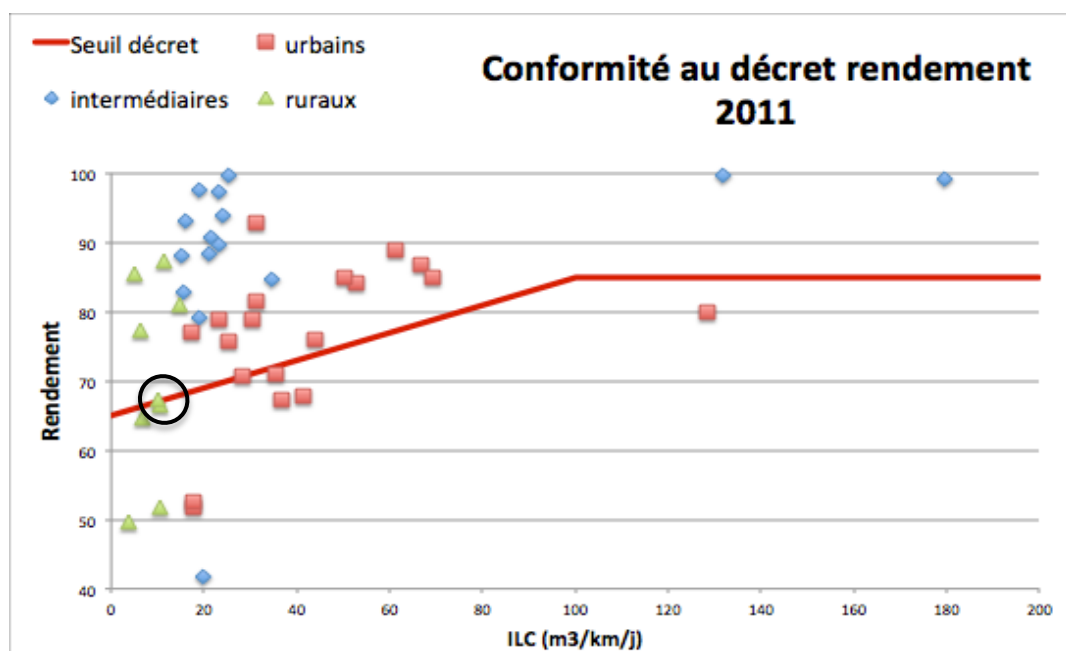
Type de collectivité : Commune

Les données présentées ci-dessous ont été renseignées par le service d'eau potable sauf celles marquées d'un astérisque « * ». Celles-ci ont été calculées à partir des données renseignées par les services, voir notice explicative.

COLLECTIVITE	PERIMETRE CEP
<p>Généralités</p> <p>Abonnés : 512 ILC : 10,6 m³/km/j</p> <p>Habitants : 1 236 Densité habitants* : 103 hab/km</p> <p>Mode de gestion : <i>prestation de service</i> Branchements : 264</p> <p>Date de règlement de service : Volume entrant: 70 Mm³</p> <p>19 décembre 2008 Volume facturé: 46 Mm³</p> <p>Linéaire de réseau : 12 km Installation de traitement : <i>oui</i></p>	<p>Abonnés CEP : 170.733</p> <p>Habitants CEP : 467.591</p> <p>Linéaire total : 2.145 km</p> <p>Branchements : 98.355</p> <p>Volume facturé : 30,2 millions m³</p>
<p>Gestion Patrimoniale</p> <p>Ouvrages : 4 captages, 1 maillage</p> <p>Nombre total de compteurs : 523</p> <p>Pourcentage de compteurs +12 ans : 7,1 %</p> <p>Linéaire renouvelé sur 5 ans : 1,3 km</p> <p>Pourcentage moyen renouvelé par an* : 2,17 %</p> <p>Connaissance de l'âge des réseaux : <i>non</i></p>	<p>Compteurs CEP : 173.954</p> <p>% CEP (+12ans) : 37,1 %</p> <p>moyenne CEP : 1%/an</p> <p>moyenne nationale 2009 : 0,6%/an</p>
<p>Performance</p> <p>Rendement* : 66,6 %</p> <p>Indice Linéaire de Pertes* : 5,3 m³/km/j</p>	<p>Rendement CEP : 79,1%</p> <p>ILP CEP : 12,0 m³/km/j</p>
<p>Décret "rendement" :</p> <p>Niveau de connaissance du patrimoine : 30/100</p> <p>Seuil de rendement imposé par le décret* : 67,1%</p> <p>Rendement 2011 : 66,6%</p> <p>rendement lissé sur 3 ans* : 52,2%</p> <p><i>Graphe de conformité des rendements en p2</i></p>	<p>Moyenne CEP : 61/100 pts</p> <p>Seuil décret CEP : 72,8 %</p> <p>Rendement CEP : 79,1%</p> <p>Rendement CEP lissé : 78,4%</p>
<p>Branchements en plomb :</p> <p>Nombre de branchements en plomb restant connus : 1</p> <p>Evaluation du coût de remplacement* : 1 800 €</p> <p>Estimation par le service d'eau de la fin des travaux : 2013</p>	<p>Nombre CEP : 4.506</p> <p>Total CEP : 9.787 k€</p>
<p>Données financières</p> <p>Recettes réelles totales de fonctionnement: 138 k€</p> <p>Capacité d'autofinancement nette 2011* : -91 k€</p> <p>Durée d'extinction de la dette 2011* : 8,8 ans</p> <p>Prix 2011 du service d'eau potable (base 120m³) : 1,17 €/m³</p> <p>Evolution du prix depuis 2008* : 0 %</p> <p><i>Graphique d'analyse p2.</i></p>	<p>CAF CEP : 9.000 k€</p> <p>Extinction dette CEP : 5,4ans</p> <p>Prix moyen CEP : 1,14 €/m³</p> <p>Evolution CEP : +14,8 %</p> <p>Prix moyen national : 1,55€/m³ (2009)</p>

* calcul CEP, voir notice explicative

Graphique 1 : Conformité des rendements de 2011 par rapport aux exigences du décret



Notre Dame de Mésage est entourée.

Elle est à interpréter au regard des réseaux de typologie rurale (triangles verts). En 2011 son rendement était de 66,6% et était inférieur de 0,6 points au seuil imposé par le décret "rendement". En 2009 (pas sur le graphique), son rendement était de 41,4%. Le rendement a donc considérablement augmenté en quelques années. Le service est assez actif sur son réseau avec 1,3 km renouvelé en 5 ans.

En 2011, le niveau de rendement ne satisfaisait pas aux exigences réglementaires. La performance devient un enjeu réglementaire pour Notre Dame. Si l'évolution du rendement suit après 2011 la même tendance que les années précédentes, le service devrait facilement atteindre la conformité.

On notera que le rendement traduit moins l'état du réseau que les consommations de ses usagers. Pour mesurer la performance en matière de fuites, l'ILP est plus approprié, puisqu'il estime les pertes sur le réseau. L'ILP de Notre Dame est de 5,3 m³/km/j, et diminue progressivement depuis quelques années (14,9 m³/km/j en 2009). En 2011, le réseau de Notre Dame présentait des fuites d'importance raisonnable.

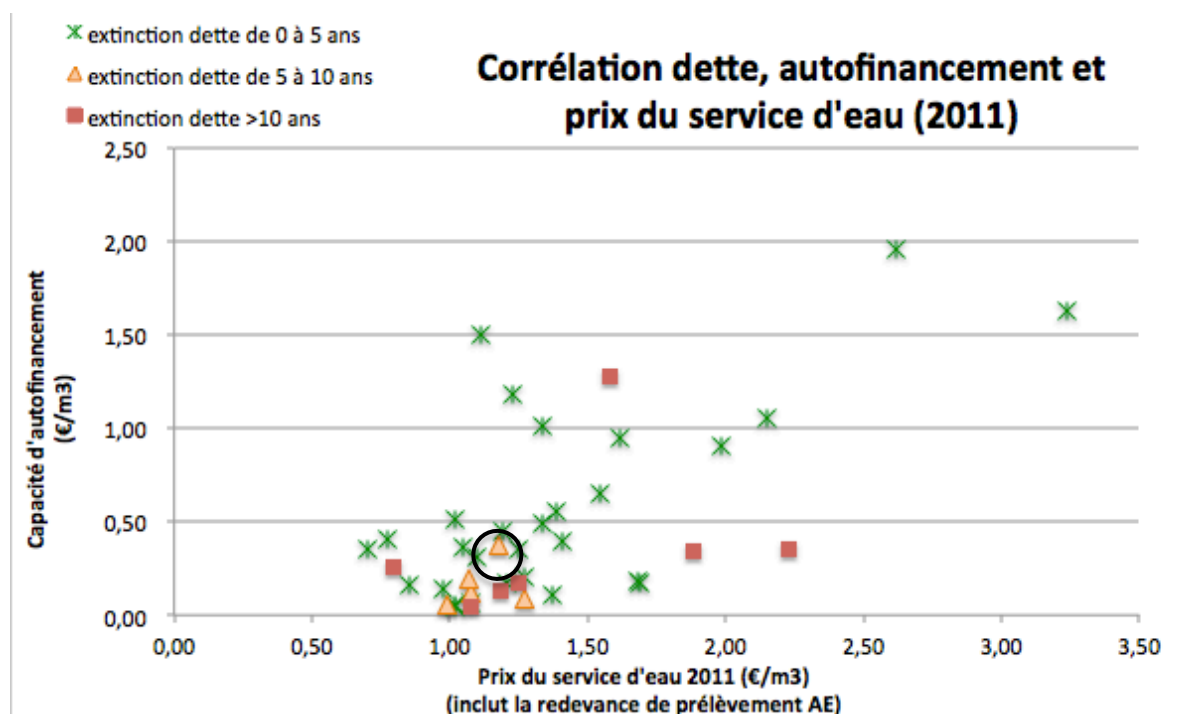
Outre la performance, le service d'eau de Notre Dame peut consacrer ses efforts à d'autres priorités que la recherche de fuites.

On peut envisager l'amélioration du degré de connaissance du réseau. Le service a une connaissance limitée de son réseau (indice à 30/100), notamment le service n'a pas ignoré l'âge ou la période de pose de ses conduites.

Outre l'enjeu réglementaire que constitue désormais la connaissance du patrimoine avec le décret "rendement", cette connaissance permet à de nombreux services d'eau d'identifier les zones fragiles car vieillissantes du réseau d'eau et d'anticiper les futurs pics de renouvellement grâce à une pyramide des âges.

On notera enfin que seul 1 branchements en plomb était connu sur le réseau au moment de l'enquête et que le parc de compteur est très jeune (7,1% des compteurs ont plus de 12 ans).

Graphique 2 : Dette, autofinancement, prix du service eau potable : vision globale des marges de manœuvre



Le graphe ci-dessus propose de croiser 3 données financières : le niveau de dette, l'autofinancement (en ordonnée, qui inclut les montants d'assainissement et d'agence de l'eau) et le prix du service d'eau, base 120m³ (en abscisse).

Notre Dame est entourée (triangle jaune). L'année 2011 est une année exceptionnelle qui ne traduit pas l'activité du service. Notre Dame est représentée ici pour l'année 2010, qui traduit plus une activité structurelle du service.

Son extinction de dette est de 9 ans (entre 5 et 10 ans, triangle jaune) et elle dégagait en 2010 un autofinancement de 0,37 €/m³ facturé, pour un prix de l'eau de 1,17 €/m³.

Cela traduit *a priori* une assez bonne santé financière du service d'eau.

En effet, le prix pratiqué est dans la moyenne du territoire et permet de dégager un autofinancement raisonnable de 37cts/m³ facturés. Cela correspond à 17k€/an en 2010. Le niveau de dette est de 297k€ en 2010. Cela se traduit par une durée d'extinction un peu élevée mais supportable (9ans).

Quelles marges de manœuvre en cas de besoin d'investissement ?

S'il devait financer de nouveaux travaux, le service pourrait soit s'autofinancer, soit contracter un nouvel emprunt. L'autofinancement semble limitée pour financer des travaux de renouvellement (CAF 2010 = 17k€/an). Pour dégager davantage d'autofinancement, Notre Dame dispose d'une marge de manœuvre en termes d'augmentation du prix de l'eau. Cette solution serait intéressante pour des investissements réguliers à moyen terme.

Pour un investissement ponctuel, une courte marge de manœuvre reste disponible en matière d'emprunt. Il est toutefois déconseillé à un service d'eau de s'imposer une durée d'extinction de la dette supérieure à 12 ans.

A long terme, afin d'anticiper les possibles pics de renouvellement dus au vieillissement simultané des conduites, et dans le cadre des préconisations de la Directive Cadre Européenne 200/60/CE, le service peut envisager la possibilité de provisionner pour financer ces futurs travaux.